

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR,
DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET
DE LA FONCTION PUBLIQUE

COMMISSIE VOOR DE
BINNENLANDSE ZAKEN, DE
ALGEMENE ZAKEN EN HET
OPENBAAR AMBT

du

van

MERCREDI 12 JANVIER 2011

WOENSDAG 12 JANUARI 2011

Matin

Voormiddag

La réunion publique est ouverte à 10 h 40 par M. Ben Weyts, président.

01 Question de Mme Daphné Dumery au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "la suppression de l'obligation de visa dans le cadre de la Coupe du monde de football organisée en 2018 par la Russie" (n° 1546)

01.01 Daphné Dumery (N-VA): La suppression de l'obligation de visa pour les Russes désireux de voyager en Europe aurait été abordée lors du sommet Russie-UE du 7 décembre 2010. Nous nous méfions toutefois des conséquences que pourrait entraîner cette mesure.

Le secrétaire d'État confirme-t-il que la Russie a formulé une demande en ce sens? Quelles conditions imposerait-on à la Russie en échange de cette suppression? Quand cette mesure interviendrait-elle?

01.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): À peu près tous les pays soumis à une obligation de visa pour l'Union européenne aspirent à une exemption et la Russie ne fait pas exception à cette règle. Cette question a effectivement été évoquée durant le dernier sommet Russie-UE, mais également lors de précédentes rencontres.

Il existe depuis des années un "accord de facilitation de délivrance de visas" avec la Russie, étape intermédiaire avant une exemption complète. Il a fallu des années pour finaliser une première étape, destinée à définir les points à discuter. La deuxième, qui doit arrêter les critères à remplir par la Russie et l'Union européenne a commencé. La question de l'abrogation de l'obligation de visa pour les Européens qui voyagent en Russie est également débattue. Les critères concernent la sécurisation des documents, la politique de migration, la lutte contre le crime organisé, la fraude et la corruption et le respect des droits fondamentaux.

Le gouvernement belge demande le respect de ces critères et les efforts à consentir sont énormes. La garantie du respect des droits fondamentaux exige par exemple un changement d'attitude à l'égard de la Tchétchénie. Mais tout cela n'est certainement pas impossible.

Au niveau européen, on parle d'une suppression de l'obligation de visa à l'horizon 2015.

01.03 Daphné Dumery (N-VA): En l'absence de critères clairs, les effets d'une telle mesure ne seraient pas négligeables, et pas seulement en termes de migration. La Russie doit également être rappelée à ses obligations en matière de respect des droits de l'homme. Peut-être pourrions-nous utiliser la dispense de visa comme monnaie d'échange.

L'incident est clos.

02 Question de Mme Daphné Dumery au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'attitude de l'Office des Étrangers par rapport aux demandes de revenus d'intégration de citoyens de l'Union européenne" (n° 1660)

02.01 Daphné Dumery (N-VA): Les villes comme Gand sont confrontées à un afflux important de ressortissants de l'UE – surtout bulgares et roumains – qui s'adressent au CPAS pour obtenir le revenu d'intégration. Ces ressortissants de l'UE abusent souvent de notre législation sur le séjour des étrangers, en particulier en matière de travail indépendant. Lorsque l'aide sociale est sollicitée à l'excès, l'Office des Étrangers a la possibilité de retirer le permis de séjour. L'Office des Étrangers est-il au courant de ce problème?

02.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Un citoyen de l'UE n'a droit au revenu d'intégration que s'il obtient un droit de séjour de plus de trois mois et s'il a effectué des prestations de travail en Belgique ou dans l'UE. Lorsque l'Office des Étrangers est informé qu'un citoyen de l'UE titulaire d'un permis de séjour perçoit l'aide d'un CPAS, le dossier est réexaminé. Si l'intéressé ne satisfait plus aux conditions de son statut, son droit de séjour lui est retiré. Pour les ressortissants de l'UE titulaires d'une carte E+ – droit de séjour prolongé après un séjour ininterrompu de trois ans – le droit de séjour ne peut plus être retiré.

Il y a toutefois des exceptions. Le travailleur indépendant européen à la recherche d'un emploi conserve son droit de séjour s'il est en incapacité de travail pour maladie ou accident et a perdu involontairement son emploi et s'il a travaillé au moins un an et est inscrit comme demandeur d'emploi.

Un permis de séjour est rarement retiré au seul motif qu'une personne bénéficie du soutien du CPAS. Plusieurs raisons justifient généralement le retrait du permis, par exemple la cessation d'une activité d'indépendant, le travail en tant que salarié, des études ou le fait que le droit de séjour a été obtenu sous des prétextes fallacieux.

02.03 Daphné Dumery (N-VA): L'Office des Étrangers peut et doit intervenir lorsqu'une personne abuse réellement de notre soutien social. S'il n'existe pas de moyens légaux, le Parlement doit prendre des initiatives. J'espère toutefois que le secrétaire d'État prendra également des mesures.

02.04 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Un ressortissant européen qui arrive en Belgique doit immédiatement être inscrit pendant trois mois. Au cours de cette période, nous vérifions s'il répond aux conditions d'obtention d'un permis de séjour en Belgique. Il peut parfois l'obtenir immédiatement; parfois le permis de séjour doit être délivré par l'Office des Étrangers. L'Office des Étrangers examine bien sûr si les conditions nécessaires sont remplies.

Ces personnes ont-elles droit à une allocation du CPAS? C'est aux CPAS qu'il appartient de le déterminer. L'Office des Étrangers ne peut savoir si une personne perçoit à un moment donné une allocation d'un CPAS.

Le fait de posséder un permis de séjour ne donne pas automatiquement droit à une aide du CPAS. Ce sont deux choses bien distinctes. Le fait de ne pas devoir dépendre de l'un des systèmes sociaux en Belgique est l'une des conditions pour obtenir un permis de séjour. L'Office des Étrangers devrait mieux communiquer avec la commune, mais l'inverse est également vrai.

02.05 Daphné Dumery (N-VA): La transmission des informations est capitale. Il conviendrait peut-être d'élaborer un cadre légal dans ce domaine.

L'incident est clos.

03 Question de M. Peter Logghe au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'avis paru dans un journal bulgare concernant les Roms bulgares" (n° 1483)

03.01 Peter Logghe (VB): Au cours du premier week-end de décembre 2010, un journal bulgare annonçait que les Roms bulgares étaient les bienvenus en Belgique. Il s'agissait évidemment d'une interprétation

erronée et étendue à l'ensemble du territoire belge du plan politique pour les Roms du ministre flamand Bourgeois.

Le secrétaire d'État s'est-il déjà concerté à ce propos avec le ministre Bourgeois et quels ont été les résultats de ces concertations? A-t-il pris contact avec la presse et l'ambassade bulgares pour apporter des rectificatifs et, dans l'affirmative, quels ont été les résultats de cette démarche? Combien de Roms sont-ils venus en Belgique en 2010? A-t-on observé une augmentation significative au cours des dernières semaines?

03.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): M. Bourgeois n'a pas contacté mon cabinet à ce sujet. Il a toutefois déclaré dans la presse qu'il rectifierait les communications erronées. M. Bourgeois est compétent pour l'octroi du permis de travail B en Région flamande. La communication initiale portait sur l'accès au marché du travail flamand pour les Bulgares et les Roumains.

De telles communications peuvent être interprétées erronément et entraîner un flux migratoire non sollicité. Nous avons donc immédiatement contacté l'ambassade belge à Sofia afin de suivre l'évolution de la situation sur place. Par ailleurs, l'ambassadeur bulgare à Bruxelles a également été contacté et s'est, à son tour, adressé au ministre bulgare des Affaires étrangères. Ce dernier m'a garanti que les autorités locales luttent également contre ce phénomène, notamment en fournissant les informations exactes à la population concernée. J'ai demandé à l'Office des Étrangers de maintenir les contacts avec ces deux postes diplomatiques en vue du suivi de ce dossier.

Les Roumains et les Bulgares sont des ressortissants de l'Union européenne et ne sont dès lors pas tenus de disposer d'un visa. Conformément à la directive européenne 2004/38/CE, un contrôle ciblé des ressortissants roumains et bulgares n'est pas possible.

03.03 Peter Logghe (VB): A-t-on constaté une augmentation significative du flux de Bulgares et/ou de Roumains vers notre pays? Vérifiera-t-on si la population bulgare locale est à présent informée avec exactitude, également par la presse?

03.04 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): L'administration suit ce dossier et prendra éventuellement des mesures.

03.05 Peter Logghe (VB): Un article rectificatif a-t-il été publié dans la presse bulgare? Pouvons-nous en recevoir une copie et une traduction? Dans la négative, je ne pourrais me contenter d'un simple engagement du secrétaire d'État à suivre ce dossier.

03.06 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Cette question peut aussi être adressée à M. Bourgeois.

03.07 Peter Logghe (VB): Nous n'y manquerons pas.

L'incident est clos.

04 Question de Mme Karin Temmerman au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'afflux de nouveaux citoyens de l'UE vers certaines villes" (n° 1822)

04.01 Karin Temmerman (sp.a): On observe un afflux massif de citoyens de l'UE dans certaines grandes villes telles que Gand. Cette situation a des répercussions importantes sur la capacité des infrastructures d'enseignement, de soins de santé, de logement et d'aide et compromet la cohésion sociale. Les niveaux de pouvoir flamand et fédéral ont également une mission à accomplir à cet égard, étant donné que les villes ne sont pas à même de résoudre elles-mêmes ce problème.

Les pouvoirs publics ont-ils répondu à l'appel à l'aide lancé par plusieurs villes? Quelle a été la teneur des discussions engagées avec des États membres tels que la Roumanie et la Bulgarie dans le cadre de notre présidence européenne?

Des mesures sont-elles prises pour assurer la protection de ce groupe vulnérable? Des dispositions sont-elles prises pour lutter par exemple contre la mendicité organisée, notamment avec des enfants et des animaux? Sans parler du phénomène des sociétés-écrans, où un magasin de nuit compte parfois près de 100 associés. Des mesures sont-elles prises pour combattre ce type de constructions? Existe-t-il des contacts avec les villes qui sont les premières à être confrontées à ces problèmes?

04.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): La traite et le trafic des êtres humains ainsi que la mendicité organisée relèvent de la compétence de la ministre de l'Intérieur. Les initiatives prises dans ce domaine dans le cadre de la présidence européenne émanant du Conseil des ministres européens du Travail et des Affaires sociales, je renvoie l'auteur de la question aux ministres concernés.

04.03 Karin Temmerman (sp.a): Il revient tout de même à l'Office des Étrangers de déterminer si une personne peut ou non rester en Belgique. Si en soi, cette question ne relève effectivement pas directement des compétences du secrétaire d'État, il est cependant nécessaire d'élaborer un plan commun pour lutter contre ce problème. Les différents services et administrations doivent s'échanger les informations; l'Office des Étrangers joue un rôle central à cet égard. Cette réponse est un peu trop simple à mon goût et je poserai également ces questions aux ministres concernés.

04.04 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Il appartient à l'Office des Étrangers de vérifier si une personne a le droit ou non de rester en Belgique. J'ai dit qu'il convenait d'accroître l'échange d'informations avec les communes et les CPAS, or cette matière relève de la compétence de M. Courard, des communes elles-mêmes et de l'autorité de tutelle sur ces communes et CPAS.

Je l'ai déjà expliqué à plusieurs reprises et en ce qui concerne l'Europe, j'ai dit que la traite des êtres humains relevait de la compétence d'un autre ministre et du Conseil EPSCO. Un meilleur échange de données constituerait évidemment un plus. La réglementation européenne doit toutefois être appliquée et l'Office des Étrangers doit respecter la directive. Les villes et les CPAS ont eux aussi une responsabilité. Un meilleur échange d'informations entre l'Office des Étrangers, les communes et les CPAS constituerait sans aucun doute une amorce de solution et favoriserait une meilleure compréhension mutuelle.

04.05 Karin Temmerman (sp.a): Le secrétaire d'État pourrait prendre une initiative à ce sujet.

L'incident est clos.

05 Question de Mme Valérie Déom au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la prise en compte de la dimension de genre dans le traitement des demandes d'asile" (n° 1191)

05.01 Valérie Déom (PS): Les demandes d'asile basées sur des motifs liés au genre, comme les mutilations sexuelles, les mariages forcés, les viols, la prostitution forcée, les crimes d'honneur, les avortements, grossesses ou stérilisations forcés, sont le plus souvent introduites par des femmes. La reconnaissance de ces persécutions liées au genre comme motif de demande d'asile s'est longtemps fait attendre dans notre pays. En 2005 cependant, le CGRA a créé une cellule chargée d'élaborer des directives en cette matière. Il me semble en effet plus indispensable que jamais de prendre en considération ce type de persécutions.

Pourriez-vous m'expliquer comment le CGRA traite ces demandes d'asile? Un accueil spécifique est-il prévu pour ces femmes? Les différents intervenants dans les procédures d'asiles bénéficient-ils de formations spécifiques concernant ces questions? Pourriez-vous me donner le nombre de demandes introduites sur base de motifs liés au genre et la proportion de ces demandes qui ont abouti, la proportion de femmes parmi les réfugiés reconnus et la proportion de femmes parmi les personnes ayant bénéficié de la protection subsidiaire?

05.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en français*): Dans la procédure d'asile, la notion de genre se rapporte à toutes les problématiques liées à l'appartenance, à l'identité ou à l'orientation sexuelle. Cette notion englobe donc les persécutions que vous avez citées, mais également la question de l'orientation et de l'identité de genre (homosexualité, bisexualité et transsexualité). Le CGRA accorde depuis toujours une attention particulière aux demandes introduites pour l'un de ces motifs et fournit, le cas échéant, une

protection à ces personnes. La cellule spécifique créée en 2005 est composée d'une coordinatrice et de personnes de référence, une par section géographique. Les agents traitant ces dossiers sont formés à cette problématique.

Concrètement, le CGRA a créé un contexte propice pour que chaque demandeuse d'asile puisse exprimer tous les motifs pour lesquels elle a quitté son pays et pour lesquels elle craint d'y retourner. La demandeuse peut choisir d'être auditionnée par un agent féminin du CGRA. Cet agent est invité à créer un climat de confiance et insiste sur la confidentialité.

Chaque personne est auditionnée hors de la présence de tout autre membre de la famille, même si une femme lie sa demande d'asile à celle de son partenaire, mari ou frère. Autrement dit, chaque femme a la possibilité d'être au moins une fois entendue seule, ce qui lui donne l'opportunité de faire état d'éventuelles violences liées au genre. Une brochure d'information est mise à sa disposition, qui contient des informations sur les questions de santé, de bien-être, sur les possibilités d'aide en cas de violences conjugales ou de traite des êtres humains.

En 2009, 6,4 % des dossiers traités par le CGRA concernaient des demandes basées sur une persécution liée au genre. C'est beaucoup trop! Le motif d'orientation sexuelle et d'identité de genre a été invoqué dans 362 dossiers, dont 126 ont donné lieu à une reconnaissance de la qualité de réfugié et trois à l'octroi d'un statut de protection subsidiaire. Cela donne 35 % de décisions positives.

La mutilation génitale féminine a été invoquée dans 160 dossiers, dont 100 ont donné lieu à une reconnaissance de la qualité de réfugié et deux à l'octroi de protection subsidiaire, soit 64 % de décisions positives. Le mariage forcé a été invoqué dans 313 dossiers, dont 139 ont donné lieu à une reconnaissance et un à une protection subsidiaire, soit 45 % de réponses favorables.

Parmi les 17 186 demandes d'asile introduites en Belgique en 2009, 31,15 % l'ont été par des femmes, principalement d'origine russe, arménienne, kosovare, congolaise et guinéenne. La proportion de femmes ayant bénéficié d'une reconnaissance de la qualité de réfugié s'élève à 39 %, celle de femmes ayant bénéficié d'une décision de protection subsidiaire s'élève à 18 %.

05.03 Valérie Déom (PS): Je ne peux que me féliciter de la manière dont est abordé ce problème en Belgique.

L'incident est clos.

06 Question de Mme Nahima Lanjri au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le contrôle de l'immigration des travailleurs ressortissants de l'UE" (n° 1967)

06.01 Nahima Lanjri (CD&V): En réponse à une précédente question, la ministre avait annoncé une série de mesures pour empêcher les abus commis par certains ressortissants de l'Union européenne. Il s'agit concrètement de personnes qui viennent prétendument travailler dans notre pays ou s'y livrer à une activité indépendante, mais qui viennent en réalité pour obtenir le revenu d'intégration.

L'accès de l'Office des Étrangers à la Banque Carrefour a-t-il déjà été étendu, comme annoncé à l'époque par la ministre? L'Office des Étrangers peut-il déjà vérifier si une personne est enregistrée comme demandeur d'emploi, travailleur indépendant ou est signalée dans Dimona? Combien d'autorisations de séjour ont-elles déjà été retirées par l'Office des Étrangers à des ressortissants de l'Union européenne, sur la base de la loi qui autorise cette mesure pour les personnes qui grèvent notre système social de façon déraisonnable?

06.02 Melchior Wathélet, secrétaire d'État (en néerlandais): L'Office des Étrangers dispose d'un accès partiel à la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale, à savoir la banque de données Dimona. Une application est développée actuellement pour permettre aux bureaux d'exécution de procéder plus efficacement à des recherches. L'Office des Étrangers peut aussi accéder aux données du SPP Intégration sociale. Pour l'instant, il reçoit seulement les données relatives aux étudiants de l'Union européenne. D'ici à février 2011, les citoyens de l'UE dont les moyens de subsistance étaient suffisants à l'origine seront aussi concernés.

L'Office des Étrangers a introduit un projet auprès du service TIC du SPF Intérieur pour effectuer des recherches dans le répertoire général des indépendants. Il s'agit d'une base de données gérée par l'ONSS mais dont les données peuvent être consultées par le biais de la Banque Carrefour.

Dans 74 dossiers, les permis de séjour de 152 personnes ont été retirés parce qu'il s'agissait de citoyens de l'UE qui n'étaient pas salariés ni indépendants. Dans 188 dossiers, les permis de séjour de 343 ressortissants de l'UE ont été retirés pour des faits de fraude, parce que les intéressés représentaient une charge déraisonnable pour le système de sécurité sociale ou parce qu'ils ne remplissaient plus les conditions de séjour.

06.03 Nahima Lanjri (CD&V): Je me réjouis que des initiatives seront prises. Quelle était la différence entre les 74 et les 188 dossiers?

06.04 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Il s'agit de la motivation du retrait du permis de séjour. Les chiffres peuvent donc être additionnés.

L'incident est clos.

Le **président**: Les questions n^{os} 1265, 1513 et 1525 de Mme Smeyers sont reportées.

07 Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la fraude relative aux régularisations pour raisons médicales à Brasschaat" (n° 1662)

07.01 Sarah Smeyers (N-VA): Un demandeur d'asile peut obtenir un permis de séjour d'une durée minimale de trois ans pour des raisons médicales si le traitement de la maladie est insuffisant dans le pays d'origine ou si un retour constitue une menace pour la vie du patient. L'année dernière, 8 000 demandes ont été introduites sur cette base. Selon l'Office des Étrangers, la moitié de ces demandes n'étaient pas fondées parce que le certificat médical avait été falsifié.

On a appris en décembre qu'un docteur de Brasschaat avait fourni pendant des années des faux certificats médicaux à des demandeurs d'asile. Bien que le docteur ait été condamné pour traite d'êtres humains, il a malgré tout pu continuer à s'adonner à ces pratiques sans être inquiété. L'Office des Étrangers contrôle-t-il le docteur qui signe le certificat? Le certificat devient-il suspect si le nom du docteur apparaît dans des demandes provenant de villes différentes? Le ministre reconnaît-il qu'il ne s'agit pas d'un cas unique?

Si l'Office des Étrangers doute de l'authenticité d'un certificat médical, un médecin-contrôleur peut effectuer des tests médicaux supplémentaires. Il y a toutefois une pénurie de médecins-contrôleurs. Le ministre prendra-t-il des mesures à cet effet? Le parquet n'accorde pas la priorité à la fraude aux certificats médicaux. Quel sort l'Office des Étrangers réserve-t-il aux dossiers suspects?

07.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): L'Office des Étrangers soupçonne quelque cinq médecins de délivrer de fausses attestations. Ces dossiers sont systématiquement transmis au parquet.

La modification de la loi adoptée récemment contraint l'étranger à présenter une attestation médicale standard et à mentionner le numéro INAMI du médecin. L'Office des Étrangers a en outre conçu un *early warning system* qui facilite la collaboration entre les services comme le Bureau de Recherches de l'Office des Étrangers et la justice. Ce système est mis en œuvre au moindre soupçon de caractère structuré ou répétitif.

Les présomptions de fraude ou de falsification sont établies par les fonctionnaires de l'Office des Étrangers. L'Office des Étrangers ne peut demander qu'une appréciation médicale des diagnostics douteux. Il emploie actuellement sept médecins. Une procédure de sélection est en cours en vue d'engager huit médecins supplémentaires.

L'Office des Étrangers a confié environ 1 200 dossiers au parquet. L'Office des Étrangers est tenu de traiter

toutes les demandes de régularisation, y compris celles contenant des éléments de fraude. Les dossiers de régularisation sont évalués compte tenu du dossier dans sa globalité et des droits de l'homme. Il n'est donc pas exclu qu'un dossier contienne des éléments de fraude mais aussi des critères suffisamment objectifs pour déboucher sur une régularisation humanitaire.

07.03 Sarah Smeyers (N-VA): Nous ne devons pas baisser notre garde, même si le certificat médical type constitue une amélioration. Tout cas de fraude doit être transmis au parquet et doit faire l'objet d'un suivi. L'Office des Étrangers a connaissance de cinq médecins fraudeurs environ, mais il existe probablement également des cas de fraude à moins grande échelle auxquels le parquet n'accorde qu'une faible priorité. Cette attitude envoie un signal erroné aux intéressés, comme en témoignent les 4 000 cas de demandes frauduleuses de régularisation pour raisons médicales recensées en 2010.

La régularisation pour raisons médicales fait l'objet d'un très grand nombre d'abus. Je m'étonne qu'un dossier entaché de fraude soit tout de même évalué sur la base d'autres éléments. Quels éléments complémentaires peuvent entraîner l'approbation d'une demande de régularisation pour raisons médicales s'il apparaît que la maladie est feinte? La lutte contre la fraude relève de la compétence du secrétaire d'État. Je ne comprends pas pourquoi il ne s'y emploie pas.

07.04 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Imaginons qu'un médecin qui utilise un faux numéro INAMI examine une personne réellement malade. Dans ce cas, l'intéressé pourra être régularisé alors même qu'une fraude a été commise, mais le parquet devra engager des poursuites à l'encontre du médecin. Contrairement à ce qu'affirme Mme Smeyers, il doit dès lors être possible d'accorder une régularisation dans certains cas même lorsqu'une fraude a été constatée. La N-VA propose de faire intervenir un médecin dans le cadre d'une nouvelle phase de recevabilité, mais cette solution ne fera qu'allonger la durée de la procédure.

07.05 Sarah Smeyers (N-VA): Si notre méthode permet d'éviter les fraudes, il faut l'appliquer, en dépit des conséquences regrettables que vous évoquez.

07.06 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): La N-VA ne manquerait pas de critiquer tout allongement de la procédure. De plus, une telle évolution nous conduirait à envoyer un signal erroné aux intéressés. Par ailleurs, la volonté de la N-VA de ne permettre l'introduction d'une demande de régularisation qu'à l'issue de la procédure d'asile provoquerait un nouvel allongement de la procédure. Les mesures relatives au certificat médical type tendent à réduire la durée de la procédure. Nous transmettons les cas de fraude au parquet. De plus, l'objectif consiste à octroyer une régularisation pour raisons médicales aux personnes qui peuvent réellement y prétendre.

07.07 Sarah Smeyers (N-VA): Simuler une maladie est inadmissible et nous proposons par conséquent l'intervention des médecins-inspecteurs dès le début de la procédure. Celle-ci sera ainsi peut-être plus longue, mais plus honnête. Il faut de même bloquer les demandeurs d'asile qui voient approcher le terme de leur procédure et introduisent alors une demande de régularisation en dernier recours.

07.08 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Il est donc interdit de tomber malade durant une procédure d'asile?

07.09 Sarah Smeyers (N-VA): Les exceptions sont toujours possibles, mais des abus sont systématiquement commis en matière de régularisation médicale. Je n'ai pas obtenu de réponse à ma question sur le nombre de dossiers ouverts en 2010 sur cette base.

L'incident est clos.

08 Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "des informations concernant les demandes de régularisation approuvées" (n° 1700)

08.01 Sarah Smeyers (N-VA): En réponse à une question écrite de Mme Becq, le secrétaire d'État a fait savoir qu'entre janvier et juillet 2010 inclus, 16 353 sans papiers ont été régularisés en Belgique. Sur les 14 444 dossiers traités, 9 830 ont eu une issue favorable. Pour chaque dossier accepté, 1,7 personne en

moyenne sont régularisées.

Combien, parmi ces demandes, concernaient des demandes s'inscrivant dans le cadre de la régularisation collective du 15 septembre au 15 décembre? Combien concernaient des demandes régulières conformes à l'article 9bis? Combien de demandes dans le cadre de la campagne de régularisation ont été introduites sur la base de critères humanitaires et combien concernaient des personnes capables de présenter un contrat de travail?

Combien, parmi les 9 830 dossiers acceptés, l'ont été en vertu de ces deux critères? Combien parmi eux ont reçu immédiatement un avis positif de l'administration et combien ont reçu un avis négatif, mais ont été néanmoins acceptés ultérieurement par le ministre, répartis selon les critères utilisés?

08.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Mme Smeyers ne cesse d'insinuer que nous avons procédé à une régularisation collective, un point de vue auquel je ne peux souscrire. Nous exécutons les termes de l'accord de gouvernement de 2008, avalisé par la N-VA, et il ne s'agit pas d'une régularisation collective.

08.03 Sarah Smeyers (N-VA): Cela ne figurait pas dans l'accord de gouvernement!

08.04 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Chaque dossier est traité séparément et il n'est donc pas question de régularisation collective. Mme Smeyers demande à nouveau des chiffres qui n'existent pas à l'Office des Étrangers. La régularisation est traitée dossier par dossier et n'a ni modifié, ni suspendu la loi sur les étrangers. Par conséquent, d'un point de vue juridique, les demandes qui reposent sur les nouveaux critères de régularisation ne sont pas différentes des autres demandes. L'Office des Étrangers se contente de dresser l'inventaire des nouvelles demandes et n'établit la distinction légale que sur la base de l'article 9bis ou 9ter de la loi sur les étrangers.

De plus, dans un souci d'équité, toutes les demandes sont d'office examinées en fonction de l'accord politique de juillet 2009 qui constitue la transposition de l'accord de gouvernement de 2008. L'inventaire des nouvelles demandes n'est jamais établi en fonction des motifs invoqués. Cela exigerait en effet l'examen immédiat de toute nouvelle demande, option irréalisable et qui ne manquerait pas d'accroître l'arriéré. Des décisions administratives favorables ne sont par ailleurs pas nécessairement inspirées par les motifs invoqués par l'étranger, mais plutôt par les situations favorables objectivement établies à l'examen du dossier. La pertinence de statistiques établies par motif invoqué serait, pour autant que cela soit possible, très limitée.

En ce qui concerne les 9 830 demandes acceptées au cours de la période allant de janvier à juillet, l'Office des Étrangers se trouve dans l'impossibilité de ventiler rétroactivement ces dossiers en fonction des critères utilisés.

Je ne comprends pas très bien à quel avis de l'administration Mme Smeyers fait allusion. Les pouvoirs locaux ont la possibilité de fournir des avis à l'Office des Étrangers dans le cadre d'une demande de régularisation. Cet avis est une pièce majeure du dossier mais il n'est pas contraignant. Le pouvoir décisionnel m'appartient ou appartient à mon délégué, et ce sur la base de l'article 9bis, les communes ne disposant pas de toutes les informations.

L'avis de la Commission consultative des étrangers n'est pas non plus contraignant. L'article 32 de la loi de 1980 prévoit que le ministre peut recueillir l'avis concerné avant de prendre quelque décision que ce soit concernant un étranger. Dans certains dossiers, j'ai demandé un avis à la Commission, avis que j'ai généralement suivi.

Si Mme Smeyers fait allusion à un avis rendu dans le cadre d'une demande formulée sur la base d'un permis de travail, je ne comprends pas de quoi elle parle exactement. Conformément à l'arrêté royal du 7 octobre 2009, l'Office des Étrangers vérifie seulement si la demande satisfait à toutes les conditions à remplir pour obtenir un certificat d'inscription au registre de la population lorsqu'une carte de travail B est produite. Puis le dossier est transmis aux services de migration régionaux compétents. En l'occurrence, il n'est donc pas question d'un avis donné à l'Office des Étrangers.

08.05 Sarah Smeyers (N-VA): Je ne comprends pas pourquoi le secrétaire d'État ne juge pas pertinente une ventilation des chiffres. L'opération collective de régularisation a entraîné 13 000 demandes supplémentaires. Il est donc bien pertinent de les ventiler sur la base de l'article 9*bis* ou 9*ter*. Procéder à cette ventilation ne provoquera aucun arriéré. Un simple clic de souris devrait suffire pour parcourir les listes et déterminer quelles personnes demandent une régularisation, et sur la base de quelle disposition. C'est simplement une question d'enregistrement.

08.06 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Mais nous fournissons cette information légale.

08.07 Sarah Smeyers (N-VA): J'ai sans doute mal formulé ma question.

L'incident est clos.

09 Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "les directives du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA) pour les avocats" (n° 1524)

09.01 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Le CGRA a publié une brochure reprenant les directives pour les avocats qui assistent un demandeur d'asile. Au chapitre III, on indique qu'au cours de l'audition, l'avocat ne peut (sauf permission de l'agent traitant) s'adresser au demandeur d'asile ou à l'interprète, ni intervenir directement. À la fin, l'agent permet à l'avocat de formuler d'éventuels ajouts et/ou remarques quant au déroulement de l'audition.

Ces directives sont infantilisantes à l'égard des avocats et irrespectueuses de leur profession. Une administration peut-elle interférer dans la manière dont un avocat défend son client, alors que sa présence est prévue par la réglementation internationale? En outre, l'avocat, qui connaît mieux son client que l'examineur, peut se rendre compte que son client n'a pas bien compris la question ou n'est pas dans un état normal (par exemple pour les personnes ayant subi des violences sexuelles ou présentant des traumatismes importants).

Cette question devrait être discutée entre le CGRA et l'Ordre des Barreaux. Il est douteux sur le plan du droit de la défense et indélicat de la part du CGRA de dicter unilatéralement aux avocats leur conduite pendant l'audition.

09.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en français*): Je voudrais souligner l'indépendance du CGRA en tant qu'instance d'asile centrale fixée par la loi. La brochure précédente mentionnait déjà que l'avocat ne peut s'adresser directement à l'interprète et que la communication doit toujours se faire par le biais de l'agent traitant.

L'audition au CGRA vise la détermination des faits. L'agent mène l'audition et le demandeur d'asile – en présence de son avocat s'il le souhaite – lui resitue les fondements de sa demande d'asile.

L'article 12 de l'arrêté royal du 11 juillet 2003 fixant le fonctionnement de la procédure devant le CGRA dispose que l'agent du Commissariat général dirige l'audition. L'article 19, § 2, stipule que l'avocat peut faire des observations orales à la fin de l'audition. Les directives de la brochure du CGRA aux avocats s'inscrivent dans le cadre de cet arrêté. Le fait que la brochure explique certains aspects en détail contribue à la qualité de l'audition.

Le contenu de la brochure précédente avait été approuvé par l'Ordre national de l'époque. La brochure actuelle a été soumise au Barreau néerlandophone, qui en a approuvé le contenu.

09.03 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Pourquoi le Barreau néerlandophone est-il le seul à avoir été consulté?

L'incident est clos.

10 Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'octroi de l'asile en cas de risque de

mutilations génitales" (n° 1821)

10.01 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Ne pensez-vous pas que les femmes qui demandent l'asile sur base du risque de mutilations génitales dans leur pays d'origine ont droit à la protection dans notre pays? Il y a une différence de traitement entre pays. Si cette crainte de persécution est reconnue pour les femmes guinéennes, elle l'est moins pour les femmes sierra-léonaises et somaliennes, alors que la prévalence dans ces pays dépasse les 90 %.

Pourquoi ces pays sont-ils traités différemment, alors que la réalité de l'excision est semblable?

10.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en français*): Le CGRA accorde une attention particulière aux traitements des demandes d'asile introduites pour échapper à un risque de mutilations génitales féminines. Le CGRA tient compte de la situation objective dans chaque pays d'origine, ainsi que de la situation spécifique de chaque demandeuse d'asile. S'il est établi qu'une femme a une crainte fondée de subir une mutilation génitale dans son pays d'origine, qu'il n'y a pas de possibilité de protection de la part des autorités nationales ou qu'elle ne peut pas y échapper en s'établissant dans une autre région de son pays, la Belgique lui accordera la protection internationale. Depuis des années, un grand nombre de femmes originaires de différents pays sont reconnues réfugiées pour ce motif. Parmi les dossiers traités par le CGRA en 2010, le motif "crainte de mutilations génitales féminines" a été invoqué dans 210 demandes d'asile.

Cent douze de ces personnes ont obtenu le statut de réfugiée. En 2009, ce motif avait été invoqué dans 160 dossiers et 100 avaient donné lieu à une décision de reconnaissance. En 2008, le taux de reconnaissance avait été de 76 %. En 2007 et 2006, il s'était élevé respectivement à 56,6 % et 41 %.

10.03 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Je m'étonne que ces taux de reconnaissance importants soient aussi différents selon les nationalités. À cet égard, vous ne m'avez pas fourni de chiffres détaillés entre la Guinée, la Sierra Leone et la Somalie. J'aimerais en disposer. Autant on constate que les instances d'asile sont soucieuses des femmes guinéennes, autant elles paraissent plus strictes par rapport aux femmes sierra-léonaises et somaliennes.

L'incident est clos.

Le **président**: Les questions n^{os} 1778, 1779 et 1781 de M. Veys sont reportées. La question n° 1287 de Mme Lalieux est retirée.

11 Question de M. Theo Francken au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le renvoi d'étrangers" (n° 1698)

11.01 Theo Francken (N-VA): Tout étranger représentant un danger réel pour la société peut être expulsé. Pour procéder à son expulsion, il est nécessaire de promulguer un arrêté ministériel.

Comme je n'obtiens toujours pas de réponse à plusieurs questions écrites sur le même thème, je me vois contraint de les poser oralement. Combien d'arrêtés ministériels d'expulsion ont-ils été promulgués depuis 2006? Combien de personnes qui avaient déjà été régularisées, qui sont arrivées chez nous par le biais du regroupement familial et qui ont bénéficié d'un statut de protection subsidiaire ont-elles été renvoyées dans leur pays d'origine parce qu'elles constituaient un danger pour l'ordre public?

11.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Un arrêté ministériel est promulgué pour les personnes en séjour illégal dans le pays. Pour les personnes en situation légale, un arrêté royal est nécessaire.

Six arrêtés royaux d'expulsion ont été promulgués en 2006, trois en 2007, aucun en 2008, un seul en 2009 et quatre en 2010. Par contre, 251 arrêtés ministériels de renvoi ont été pris en 2006, 398 en 2007, 234 en 2008, 296 en 2009 et 300 en 2010. Aucune distinction n'est opérée, dans les statistiques de l'Office des Étrangers, en fonction du mode d'obtention du droit de séjour.

11.03 Theo Francken (N-VA): Jusqu'à quelle date le chiffre de 2010 est-il valable?

11.04 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Jusqu'au 20 décembre.

L'incident est clos.

12 Question de M. Theo Francken au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le recours abusif au système de retour volontaire par des Brésiliens illégaux" (n° 1793)

12.01 Theo Francken (N-VA): Le secrétaire d'État Courard a fait preuve d'un triomphalisme injustifié aujourd'hui dans la presse à propos du retour volontaire de plusieurs centaines de demandeurs d'asile déboutés. Il ne s'agit en fait que de 1 cas sur 30 voire 35 comparé au nombre total de demandes d'asile enregistrées en 2010. L'an dernier, seuls 2 000 des 21 000 illégaux ont fait l'objet d'un rapatriement forcé, ce qui prouve que notre politique de retour constitue le principal problème de la politique de migration. Tant que la probabilité d'un rapatriement forcé est moins élevée que la probabilité d'obtenir des papiers en règle, la politique de migration restera inefficace et l'opinion publique flamande continuera à la rejeter. Le secrétaire d'État en a-t-il conscience?

En 2010, 3 000 personnes sont volontairement retournées dans leur pays d'origine, dont 1 000 Brésiliens, qui étaient tout simplement venus en Belgique pour y travailler au noir et pour retourner ensuite au Brésil, dotés d'un billet d'avion gratuit et d'une prime, dans le cadre du programme de retour. Dans d'autres pays, des mesures sont prises pour lutter contre ce phénomène et les primes sont retirées. Que compte entreprendre le secrétaire d'État pour combattre ce type d'abus?

Il ressort des conclusions – qui n'ont par ailleurs jamais été publiées – d'une étude du Réseau européen des migrations sur notre système de retour volontaire que les modalités actuelles sont insuffisamment différenciées pour tenir compte des situations individuelles différentes et que l'accès à l'aide est insuffisamment réglementé, si bien que le programme de réintégration risque de mettre en péril le programme de réhabilitation.

12.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): En vertu de la loi du 12 janvier 2007, Fedasil est compétente en matière de coordination de la politique de retour volontaire et de réintégration. Je renvoie donc M. Francken au secrétaire d'État compétent, M. Courard.

En ma qualité de secrétaire d'État à la Politique de migration et d'asile, je connais bien la question de l'immigration de ressortissants brésiliens. Ils se retrouvent dans des circuits de travail illégaux comme ouvriers du bâtiment et sont économiquement exploités dans le secteur de la construction. L'Office des Étrangers multiplie les efforts pour lutter au mieux contre ces abus, également par le biais d'un projet de prévention. Ce projet comporte un aspect préventif en Belgique et un programme mixte en Belgique et au Brésil. L'Organisation internationale pour les migrations a mené une campagne de septembre à décembre 2009. Il s'agissait de renforcer la capacité à se défendre des victimes potentielles du trafic d'êtres humains en les informant. Ce projet a été mené dans le cadre d'une coopération étroite entre l'Office des Étrangers, les services d'inspection sociale et la police fédérale. Il s'appuyait sur des séances d'information, des affiches, des sites web en portugais et la mise en place d'une *hotline*.

En mars et en mai 2010, des ateliers ont été organisés. En 2011, une délégation belge se rendra une nouvelle fois au Brésil, afin d'y poursuivre la coopération.

12.03 Theo Francken (N-VA): Nous devons plus particulièrement nous concentrer sur les demandeurs d'asile déboutés. Près de 18 000 personnes ont obtenu un avis négatif mais 500 à 600 personnes seulement sont retournées volontairement et 2 000 personnes au maximum ont été expulsées, ce qui constitue tout de même un problème!

L'incident est clos.

13 Question de M. Theo Francken au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le Fonds européen pour le retour" (n° 1794)

13.01 Theo Francken (N-VA): Le Fonds européen pour le retour octroie à notre pays 2,8 millions d'euros. La Belgique a mis le même montant à disposition, à titre de cofinancement. Les priorités sont les suivantes: les informations sur les programmes pour le retour en toute sécurité, l'amélioration de la préparation du retour et le renforcement du programme d'intégration.

Quels projets ont-ils été approuvés et pour quel montant? Qui siégeait au comité de monitoring? À quelle fréquence ce comité se réunissait-il? Le secrétaire d'État peut-il donner une première évaluation de ces projets? Quels projets n'ont pas démarré? D'après le secrétaire d'État Courard, il est encore trop tôt pour fournir une évaluation, mais j'espère que le secrétaire d'État pourra néanmoins nous en dire davantage.

13.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Je dispose d'un tableau présentant l'ensemble des projets et montants déposés. Le montant total des projets approuvés est de 4 412 092,14 euros. Ils sont subventionnés à 59,2 % en moyenne. La subvention européenne totale s'élève à 2 612 140,43 euros.

La cellule des fonds européens au sein de l'Office des Étrangers réalise le monitoring des projets. Chaque année, trois ou quatre comités de pilotage réunissent l'ensemble des partenaires des projets. Un seul projet n'a finalement pas été lancé parce que son initiateur en a décidé ainsi.

Les projets sont en cours d'évaluation. Je vous transmettrai les informations dès qu'elles sont disponibles. Toutes les informations figurent sur le site www.eu-fonds-dofi.be.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 12 h 26.

De vergadering wordt geopend om 10.40 uur en voorgezeten door de heer Ben Weyts.

01 Vraag van mevrouw Daphné Dumery aan de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen over "het afschaffen van de visumplicht in het kader van de Wereldbeker voetbal die Rusland organiseert in 2018" (nr. 1546)

01.01 Daphné Dumery (N-VA): De afschaffing van de visumplicht voor Russen die naar de Europese Unie willen reizen, zou ter sprake gekomen zijn op de Europees-Russische top van 7 december 2010. Wij zijn echter op onze hoede voor de gevolgen van een dergelijke afschaffing.

Kan de staatssecretaris dit verzoek vanwege Rusland bevestigen? Welke criteria zouden er aan Rusland worden opgelegd bij het opheffen van de visumplicht? Wanneer zou de visumplicht worden opgeheven?

01.02 Staatssecretaris Melchior Wathelet (*Nederlands*): Zowat elk land dat visumplichtig is voor de EU, beoogt een visumvrijstelling. Rusland vormt daarop geen uitzondering. Het kwam inderdaad ter sprake op de laatste Europees-Russische top, maar ook al naar aanleiding van eerdere ontmoetingen.

Al jaren bestaat er met Rusland een 'visumfacilitatieakkoord', wat een tussenstap betekent naar de volledige visumvrijstelling. Een eerste fase waarin de discussiepunten bepaald moeten worden, heeft jaren aangesleept. Nu is een tweede fase aangebroken, meer bepaald het vaststellen van de criteria waaraan Rusland en de EU moeten voldoen. Ook de opheffing van de visumplicht voor Europeanen die naar Rusland reizen, wordt besproken. De criteria die moeten vastgelegd worden, hebben te maken met de beveiliging van documenten, het migratiebeleid, het bestrijden van de georganiseerde misdaad, fraude en corruptie en respect voor de basisrechten.

Voor de Belgische regering is het noodzakelijk dat aan deze criteria voldaan wordt. Dat zal verregaande inspanningen vergen. Het waarborgen van de fundamentele rechten vereist bijvoorbeeld een andere houding ten opzichte van Tsjetsjenië. Een en ander is echter zeker niet onmogelijk.

Op Europees niveau wordt nu het jaar 2015 naar voren geschoven.

01.03 Daphné Dumery (N-VA): Zonder duidelijke criteria zullen de gevolgen niet te overzien zijn, niet alleen

op het vlak van migratie. Rusland moet ook gewezen worden op het respect van de mensenrechten. Wij kunnen daarbij de visumvrijstelling misschien als pasmunt gebruiken.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van mevrouw Daphné Dumery aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de houding van de Dienst Vreemdelingenzaken ten opzichte van het aanvragen van leeflonen door EU-burgers" (nr. 1660)

02.01 Daphné Dumery (N-VA): Steden zoals Gent kampen met een grote toevloed van EU-onderdanen – vooral Bulgaren en Roemenen – die zich bij het OCMW aanbieden voor een leefloon. Deze EU-onderdanen maken vaak misbruik van onze verblijfswetgeving, vooral qua zelfstandige arbeid. Wanneer er een overmatige belasting is van de sociale bijstand heeft de Dienst Vreemdelingenzaken de mogelijkheid de verblijfsvergunning in te trekken. Is de DVZ wel op de hoogte van dit probleem?

02.02 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Nederlands): Een EU-burger heeft enkel recht op een leefloon als hij een verblijfsrecht heeft van meer dan drie maanden en als hij arbeidsprestaties heeft verricht in België of in de EU. Wanneer aan de DVZ wordt gemeld dat een EU-burger met een verblijfskaart OCMW-steun krijgt, wordt het dossier opnieuw bekeken. Indien de betrokkene niet meer voldoet aan de voorwaarden van zijn statuut wordt de verblijfsvergunning ingetrokken. Voor EU-onderdanen met een E+-kaart – een duurzaam verblijfsrecht na drie jaar ononderbroken verblijf – kan het verblijfsrecht niet meer worden ingetrokken.

Er zijn echter uitzonderingen. Een zelfstandige en werkzoekende EU-werknemer behoudt zijn verblijfsrecht wanneer hij of zij door ziekte of ongeval tijdelijk arbeidsongeschikt is en wanneer hij of zij na ten minste één jaar te hebben gewerkt onvrijwillig werkloos wordt en zich heeft ingeschreven als werkzoekende.

Een verblijfsvergunning wordt zelden ingetrokken enkel en alleen omdat iemand OCMW-steun ontvangt. Doorgaans zijn er meerdere redenen, bijvoorbeeld de stopzetting van een zelfstandige activiteit, het werken in loondienst, studies of het feit dat het verblijfsrecht onder valse voorwendsels werd verkregen.

02.03 Daphné Dumery (N-VA): De DVZ kan en moet ingrijpen wanneer iemand echt misbruik maakt van onze sociale bijstand. Als de wettelijke middelen er niet zijn, dan moet het Parlement initiatieven nemen. Ik hoop echter dat ook de staatssecretaris actie zal ondernemen.

02.04 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Nederlands): Een Europees onderdaan die in België aankomt moet onmiddellijk ingeschreven worden gedurende drie maanden. Gedurende die periode gaan we na of hij voldoet aan de voorwaarden om een verblijfsvergunning te krijgen in België. Soms kan dat onmiddellijk, soms moet de verblijfsvergunning door de DVZ uitgereikt worden. De DVZ bekijkt natuurlijk of de nodige voorwaarden vervuld zijn.

Hebben die mensen recht op een OCMW-toelage? Dat is de bevoegdheid van de OCMW's zelf. De DVZ kan niet weten of iemand op een bepaald moment geld krijgt van een OCMW.

Wanneer iemand een verblijfsvergunning heeft, geeft dat niet automatisch recht op OCMW-steun. Dat zijn twee verschillende elementen. Niet ten laste zijn van de sociale systemen in België is een voorwaarde om een verblijfsvergunning te krijgen. Misschien moet er meer informatie gaan van DVZ naar de gemeente, maar ook in de andere richting.

02.05 Daphné Dumery (N-VA): Die gegevensdoorstroming is belangrijk. Daarvoor is misschien een wettelijk kader nodig.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van de heer Peter Logghe aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "een bericht in een Bulgaarse krant over de Bulgaarse Roma" (nr. 1483)

03.01 Peter Logghe (VB): In het eerste weekend van december 2010 kopte een Bulgaarse krant dat Bulgaarse Roma welkom waren in België. Uiteraard ging het om een verkeerde en tot het hele Belgische grondgebied uitgebreide interpretatie van het Romabeleidsplan van Vlaams minister Bourgeois.

Heeft de staatssecretaris hierover al overlegd met minister Bourgeois en wat zijn de resultaten van dat overleg? Heeft hij contact opgenomen met de Bulgaarse pers en de Bulgaarse ambassade om deze kwestie recht te zetten, en zo ja, met welk resultaat? Hoeveel Roma kwamen in 2010 naar België? Is er een significante toename de laatste weken?

03.02 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Nederlands): Minister Bourgeois heeft hierover geen contact opgenomen met mijn kabinet. Hij verklaarde wel in de pers dat hij de foutieve berichtgeving zou rechtzetten. Minister Bourgeois is bevoegd voor de toekenning van de arbeidskaart B in het Vlaams Gewest. Het oorspronkelijke bericht ging over de toegang tot de Vlaamse arbeidsmarkt voor Bulgaren en Roemenen.

Dit soort berichtgeving kan verkeerd worden geïnterpreteerd en een ongewilde migratiestroom op gang brengen. Daarom werd onmiddellijk contact opgenomen met de Belgische ambassade in Sofia teneinde de ontwikkelingen ter plaatse op te volgen. Bovendien werd ook de Bulgaarse ambassadeur in Brussel gecontacteerd, die op zijn beurt de Bulgaarse minister van Buitenlandse Zaken heeft aangesproken. Deze laatste heeft mij verzekerd dat de lokale autoriteiten deze problematiek mee aanpakken, onder meer door de betrokken bevolking de juiste informatie te bezorgen. Ik heb de Dienst Vreemdelingenzaken verzocht het contact met deze twee diplomatieke posten te behouden met het oog op de verdere opvolging van dit dossier.

Roemenen en Bulgaren zijn EU-onderdanen en ze zijn dus niet visumplichtig. Conform de Europese richtlijn 2004/38/EG is een gerichte controle ten aanzien van Roemeense en Bulgaarse onderdanen niet mogelijk.

03.03 Peter Logghe (VB): Is er een significante stijging waar te nemen in het reisverkeer van Bulgaren en/of Roemenen naar ons land? Wordt nagegaan of de lokale bevolking in Bulgarije nu wel de juiste informatie krijgt, ook in de pers?

03.04 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Nederlands): De administratie volgt dit dossier op om eventueel maatregelen te treffen.

03.05 Peter Logghe (VB): Werd effectief een tegenartikel gepubliceerd in de Bulgaarse pers? Kunnen wij hiervan een kopie en een vertaling krijgen? Zo niet, dan kan ik er geen genoeg mee nemen dat de staatssecretaris louter belooft dat de zaak wordt opgevolgd.

03.06 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Nederlands): Deze vraag kan ook aan minister Bourgeois worden gesteld.

03.07 Peter Logghe (VB): Dat zal gebeuren.

Het incident is gesloten.

04 Vraag van mevrouw Karin Temmerman aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de instroom van nieuwe EU-burgers richting bepaalde steden" (nr. 1822)

04.01 Karin Temmerman (sp.a): In bepaalde grote steden zoals Gent is er sprake van een enorme toevloed van EU-burgers. Dit heeft niet alleen een ernstige impact op de draagkracht inzake onderwijs, gezondheidszorg, huisvesting en steunverlening, maar het zet ook de sociale cohesie onder druk. Steden kunnen dit probleem niet alleen oplossen, ook het Vlaamse en federale niveau hebben hierin een opdracht.

Is de overheid ingegaan op de noodkreet ter zake van een aantal steden? Wat is er besproken met lidstaten als Roemenië en Bulgarije in het raam van ons EU-voorzitterschap?

Worden maatregelen genomen om die kwetsbare groep te beschermen? Wordt er bijvoorbeeld iets ondernomen tegen de georganiseerde bedelarij, onder meer met kinderen en dieren? Er is ook het

fenomeen van de schijnvennootschappen, waarbij één nachtwinkel soms wel 100 vennoten telt. Wordt ook daartegen iets ondernomen? Is er hierover contact met de steden, die toch op de eerste plaats worden geconfronteerd met die problemen?

04.02 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Nederlands*): Mensenhandel, mensensmokkel en georganiseerde bedelarij vallen onder de bevoegdheid van de minister van Binnenlandse Zaken. In het raam van het EU-voorzitterschap gaan initiatieven in dit domein uit van de Raad van Europese ministers van Werk en van Sociale Zaken en verwijs ik de vraagsteller bijgevolg door naar de bevoegde ministers.

04.03 **Karin Temmerman** (sp.a): Het is toch de Dienst Vreemdelingenzaken die bepaalt of iemand hier kan blijven of niet. In se is dit inderdaad niet rechtstreeks de bevoegdheid van de staatssecretaris, maar er is toch nood aan een gezamenlijk plan om deze problematiek aan te pakken. De informatie vanuit de verschillende diensten en overheden moet worden uitgewisseld en de Dienst Vreemdelingenzaken speelt daarin een centrale rol. Ik vind dit antwoord dan ook nogal gratis, ook al zal ik deze vragen stellen aan betrokken ministers.

04.04 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Nederlands*): De Dienst Vreemdelingenzaken moet nagaan of iemand hier mag blijven of niet. Ik heb gezegd dat er meer informatie moet worden uitgewisseld met de gemeenten en OCMW's, wat een bevoegdheid is van staatssecretaris Courard, van de gemeenten zelf en van de voogdijoverheid over die gemeenten en OCMW's.

Ik heb dit allemaal al meermaals uitgelegd en wat Europa betreft, heb ik gezegd dat mensenhandel onder de bevoegdheid valt van een andere minister en van de EPSCO-Raad. Meer uitwisseling van informatie zou natuurlijk beter zijn. Wij moeten wel de Europese regelgeving toepassen en de Dienst Vreemdelingenzaken moet de richtlijn respecteren. En ook de steden en OCMW's hebben een verantwoordelijkheid. De oplossing schuilt zeker in een betere uitwisseling van informatie tussen de Dienst Vreemdelingenzaken, de gemeenten en de OCMW's. Dat zou al veel kunnen oplossen en wellicht ook leiden tot een beter wederzijds begrip tussen deze partijen.

04.05 **Karin Temmerman** (sp.a): Misschien kan de staatssecretaris daarin een initiatief nemen.

Het incident is gesloten.

05 **Vraag van mevrouw Valérie Déom aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de overwegingen in verband met de genderdimensie bij de behandeling van asielaanvragen" (nr. 1191)**

05.01 **Valérie Déom** (PS): Voornamelijk vrouwen dienen asielaanvragen in om gendergebonden redenen, zoals seksuele verminking, gedwongen huwelijken, verkrachting, gedwongen prostitutie, eerwraak of gedwongen abortussen, sterilisaties en zwangerschappen. De erkenning van deze op het geslacht gebaseerde vervolgingen als een geldige reden voor het indienen van een asielaanvraag heeft in ons land lang op zich laten wachten. In 2005 heeft het CGVS echter een cel opgericht, die ter zake richtlijnen diende uit te werken. Volgens mij is het nu meer dan ooit noodzakelijk om rekening te houden met dit soort vervolgingen.

Hoe behandelt het CGVS dergelijke asielaanvragen? Is er voor deze vrouwen in een specifieke opvang voorzien? Krijgen de diverse actoren van de asielprocedure een specifieke opleiding met betrekking tot deze problematiek? Hoeveel aanvragen werden er ingediend om gendergerelateerde redenen? Hoeveel procent van die aanvragen werden goedgekeurd? Wat is het aandeel van de vrouwen onder de erkende vluchtelingen? Hoeveel procent van de personen die de subsidiaire beschermingsstatus genoten, waren vrouwen?

05.02 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Frans*): In de asielprocedure verwijst het begrip 'gender' naar alle kwesties in verband met het geslacht, de seksuele identiteit of de seksuele geaardheid. Dit begrip slaat dus niet alleen op de vervolgingen die u heeft opgesomd, maar ook op de kwestie van de seksuele geaardheid en de genderidentiteit (homoseksualiteit, biseksualiteit en transseksualiteit). Het CGVS heeft altijd al bijzondere aandacht besteed aan de aanvragen die werden ingediend om één van deze redenen, en neemt deze mensen zo nodig in bescherming. De specifieke cel die werd opgericht in 2005, bestaat uit een

coördinator en referentiepersonen, één per geografische afdeling. De ambtenaren die zich met deze dossiers bezighouden, worden daartoe opgeleid.

Concreet heeft het CGVS een vertrouwenwekkende omgeving gecreëerd, waarin iedere vrouwelijke asielzoeker alle redenen kan uiteenzetten waarom ze haar land verlaten heeft en waarom ze er niet meer naar terug wil keren. De asielzoeker kan erom verzoeken te worden gehoord door een vrouwelijke ambtenaar van het CGVS. Deze ambtenaar moet een klimaat van vertrouwen scheppen en benadrukt het vertrouwelijk karakter.

Elke persoon wordt verhoord zonder dat daarbij enig ander familielid aanwezig is, ook wanneer een vrouw haar asielaanvraag samenvoegt met die van haar partner, echtgenoot of broer. Elke vrouw heeft dus de gelegenheid om minstens eenmaal alleen te worden gehoord, wat haar de kans geeft eventuele gendergebonden geweldfeiten te vermelden. Er wordt haar ook een informatiebrochure ter beschikking gesteld met gegevens over gezondheids- en welzijnsaangelegenheden en met een overzicht van de mogelijkheden om hulp te krijgen in geval van partnergeweld of mensenhandel.

In 2009 had 6,4 procent van de door het CGVS behandelde aanvragen betrekking op een gendergebonden vervolging. Dat is veel te veel! In 362 dossiers werd er verwezen naar de seksuele geaardheid en de genderidentiteit. In 126 daarvan werd de aanvrager als vluchteling erkend, in 3 gevallen werd de subsidiaire beschermingsstatus toegekend. Dit komt neer op 35 procent positieve beslissingen.

Vrouwelijke genitale verminking werd in 160 dossiers als motief ingeroepen. In 100 daarvan werd de vluchtelingenstatus en in 2 gevallen de subsidiaire beschermingsstatus toegekend. In 64 procent van deze dossiers werd dus een gunstige beslissing genomen. Een gedwongen huwelijk werd in 313 dossiers ingeroepen, waarvan in 139 gevallen de vluchtelingenstatus en in 1 dossier de subsidiaire beschermingsstatus werd toegekend. In 45 procent van deze dossiers werd dus een gunstige beslissing genomen.

Van de 17.186 in 2009 in België ingediende asielaanvragen, waren er 31,15 procent afkomstig van vrouwen, voornamelijk van Russische, Armeense, Kosovaarse, Congolese en Guinese oorsprong. Van de vrouwen werd 39 procent als vluchteling erkend en aan 18 procent werd de subsidiaire beschermingsstatus toegekend.

05.03 Valérie Déom (PS): Ik ben uiteraard verheugd over de wijze waarop dit probleem in België wordt aangepakt.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van mevrouw Nahima Lanjri aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de controle op arbeidsmigratie van EU-onderdanen" (nr. 1967)

06.01 Nahima Lanjri (CD&V): De minister kondigde naar aanleiding van een eerdere vraag een aantal maatregelen aan om misbruiken door bepaalde EU-onderdanen onmogelijk te maken. Het gaat concreet om mensen die hier zogenaamd komen werken of een zelfstandige activiteit komen uitvoeren, maar eigenlijk een leefloon komen aanvragen.

Is de toegang van de DVZ tot de Kruispuntbank al verbreed, zoals de minister toen had aangekondigd? Kan de DVZ al nakijken of iemand werkzoekend of zelfstandig is of aangemeld is bij Dimona? Hoeveel verblijfsvergunningen van EU-onderdanen heeft de DVZ al ingetrokken op basis van de wet die zulks mogelijk maakt in het geval van personen die ons sociaal systeem onredelijk belasten?

06.02 Staatssecretaris Melchior Wathélet (Nederlands): De DVZ heeft gedeeltelijk toegang tot de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid, met name tot de Dimona-gegevensbank. Momenteel wordt gewerkt aan een applicatie die de uitvoeringsbureaus van de DVZ moet toelaten efficiënter op te zoeken. De DVZ heeft ook toegang tot de Kruispuntbank voor de gegevens van de POD Maatschappelijke Integratie. Momenteel krijgt de DVZ enkel de gegevens van de EU-studenten. Tegen februari 2011 moeten daar de EU-burgers bij komen die oorspronkelijk genoeg bestaansmiddelen hadden.

De DVZ heeft een project ingediend bij de ICT van de FOD Binnenlandse Zaken om opzoeken te verrichten in het algemene repertorium voor de zelfstandigen. Dit is een gegevensbank die wordt beheerd door de RSVZ, maar waarvan de gegevens via de Kruispuntbank kunnen geconsulteerd worden.

In 74 dossiers werd de verblijfsvergunning van 152 mensen ingetrokken omdat een EU-burger geen werknemer of zelfstandige was. In 188 dossiers werd de verblijfsvergunning van 343 EU-onderdanen ingetrokken omdat er sprake was van fraude, onredelijke belasting van de sociale zekerheid of het niet meer voldoen aan de verblijfsvoorwaarden.

06.03 Nahima Lanjri (CD&V): Ik ben blij dat er stappen worden gezet. Wat was het verschil tussen de 74 en de 188 dossiers?

06.04 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Nederlands*): De basis waarop de verblijfsvergunning werd ingetrokken. De getallen mogen dus opgeteld worden.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vragen nrs 1265, 1513 en 1525 van mevrouw Smeyers worden uitgesteld.

07 Vraag van mevrouw Sarah Smeyers aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de fraude bij medische regularisaties te Brasschaat" (nr. 1662)

07.01 Sarah Smeyers (N-VA): Een asielzoeker kan een verblijfsvergunning van minimum drie jaar krijgen om medische redenen als de ziekte in het thuisland onvoldoende behandeld kan worden of een terugkeer levensbedreigend zou zijn. Vorig jaar werden op die basis 8.000 aanvragen ingediend, waarvan volgens de DVZ de helft ongegrond was omdat het medische attest vervalst was.

In december raakte bekend dat een dokter uit Brasschaat jarenlang valse medische attesten aan asielzoekers verstrekke. Hoewel de arts al veroordeeld was voor mensensmokkel, kon hij toch ongestoord met deze praktijken doorgaan. Wordt de arts die het attest ondertekent, gecontroleerd door de DVZ? Wordt het attest in twijfel getrokken als de arts opduikt bij aanvragen uit verschillende steden? Erkent de minister dat dit geen alleenstaand geval is?

Als de DVZ twijfelt over de authenticiteit van een medisch attest, kan een controlearts bijkomende medische testen uitvoeren. Er is echter een tekort aan controleartsen. Zal de minister daaraan iets doen? Het parket behandelt fraude met medische attesten niet prioritair. Wat doet DVZ met dossiers waarover twijfel is?

07.02 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Nederlands*): De DVZ verdenkt een vijftal artsen ervan valse attesten uit te schrijven. Deze dossiers worden systematisch doorgestuurd naar het parket.

De zopas goedgekeurde wetswijziging verplicht de vreemdeling om een standaard medisch attest te gebruiken en daarop het RIZIV-nummer van de arts te vermelden. Daarnaast heeft de DVZ een *early warning system* ontwikkeld dat een snelle samenwerking toelaat tussen diensten zoals het Bureau Opsporingen van de DVZ en het gerecht. Dat systeem treedt in werking als er verdachte gegevens met een gestructureerd of repetitief karakter opduiken.

Vermoedens van fraude of vervalsing worden door de ambtenaren van de DVZ vastgesteld. De DVZ kan artsen enkel vragen om een medische appreciatie van twijfelachtige diagnoses. Er werken momenteel zeven artsen bij de DVZ. Er loopt een selectieprocedure om acht bijkomende artsen in dienst te nemen.

De DVZ heeft aan het parket ongeveer 1.200 dossiers bezorgd. De DVZ is verplicht om alle regularisatieaanvragen af te handelen, dus ook die waarin fraude-elementen zitten. De regularisatiedossiers worden geëvalueerd op basis van het globaal dossier en rekening houdend met de mensenrechten. Het is dus niet uitgesloten dat een dossier fraude-elementen bevat maar eveneens ook voldoende objectieve criteria om tot een humanitaire regularisatie te leiden.

07.03 Sarah Smeyers (N-VA): Het medisch standaardattest is een verbetering, maar we moeten alert blijven. Ieder geval van fraude moet naar het parket gestuurd worden en er moet ook gevolg aan gegeven worden. De DVZ heeft weet van een vijftal artsen die frauderen, maar er zijn waarschijnlijk ook minder grootschalige gevallen waaraan het parket een lagere prioriteit geeft. Dat is een foutief signaal, want in 2010 ging het om 4.000 gevallen van fraude in de aanvragen tot medische regularisatie.

Er wordt erg veel misbruik gemaakt van de medische regularisatie. Het verbaast mij dat een dossier toch nog beoordeeld wordt op andere elementen als er fraude werd gepleegd. Welke andere elementen kunnen tot een goedkeuring van een medische regularisatieaanvraag leiden, als blijkt dat de ziekte geveinsd is? Het is de bevoegdheid van de staatssecretaris om te zorgen dat fraude wordt vermeden. Ik begrijp niet dat hij het niet doet.

07.04 Staatssecretaris Melchior Wathelet (*Nederlands*): Als bijvoorbeeld een dokter een vals RIZIV-nummer gebruikt, maar als de persoon wel echt ziek is, dan is er wel sprake van fraude, maar dan kan de betrokkene toch nog geregulariseerd worden. Het parket moet wel de dokter vervolgen. Mevrouw Smeyers zegt dat er bij fraude nooit regularisatie mag zijn, maar er zijn nu eenmaal gevallen waarbij het toch moet kunnen. De N-VA stelt voor dat er een dokter moet optreden in een nieuwe ontvankelijkheidsfase, maar dat zal de procedure alleen maar verlengen.

07.05 Sarah Smeyers (N-VA): Misschien wel, maar als er daarmee fraude vermeden kan worden, dan moet het maar.

07.06 Staatssecretaris Melchior Wathelet (*Nederlands*): Als de procedure wordt verlengd, zal de N-VA daarop ook weer kritiek hebben. Als de procedure wordt verlengd, geven we nog een slechter signaal. Daarnaast wil de N-VA dat een regularisatieaanvraag enkel kan worden ingediend als de asielprocedure is afgerond. Dat betekent opnieuw een verlenging van de procedure. De maatregelen inzake het medisch standaardattest zijn bedoeld om de procedure te verkorten. Gevallen van fraude sturen we door naar het parket en daarnaast is het de bedoeling dat regularisatie op basis van medische redenen verleend kan worden aan diegenen die daarop echt recht hebben.

07.07 Sarah Smeyers (N-VA): Het veinzen van een ziekte kan niet worden toegelaten. Daarom stellen wij voor om van bij het begin controledokters in te schakelen. Dat verlengt misschien de procedure, maar komt de eerlijkheid ten goede. Asielzoekers die het einde van hun procedure voelen naderen en dan een regularisatieaanvraag indienen als uitvlucht, moeten ook afgeblokt worden.

07.08 Staatssecretaris Melchior Wathelet (*Nederlands*): Tijdens een asielprocedure mag men dus niet ziek worden?

07.09 Sarah Smeyers (N-VA): Er zijn altijd uitzonderingen, maar nu wordt er systematisch misbruik gemaakt van de medische regularisatie. Ik kreeg geen antwoord op mijn vraag hoeveel dossiers in 2010 op die manier zijn geopend.

Het incident is gesloten.

08 Vraag van mevrouw Sarah Smeyers aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "informatie betreffende goedgekeurde regularisatie-aanvragen" (nr. 1700)

08.01 Sarah Smeyers (N-VA): In antwoord op een schriftelijke vraag van collega Becq deelde de staatssecretaris mee dat van januari tot en met juli 2010 in België 16.353 mensen zonder papieren werden geregulariseerd. Van de 14.444 afgehandelde dossiers werden er 9.830 goedgekeurd. Voor elk goedgekeurd dossier worden gemiddeld 1,7 mensen geregulariseerd.

Hoeveel van die aanvragen betroffen aanvragen in het kader van de collectieve regularisatie van 15 september tot 15 december? Hoeveel betroffen reguliere aanvragen overeenkomstig artikel 9bis? Hoeveel van de aanvragen in het kader van de regularisatiecampagne werden ingediend op grond van humanitaire criteria en hoeveel betroffen mensen die een arbeidscontract konden voorleggen?

Hoeveel van de 9.830 goedgekeurde dossiers werden goedgekeurd volgens die twee criteria? Hoeveel daarvan kregen onmiddellijk een positief advies van de administratie en hoeveel kregen een negatief advies, maar werden later door de minister toch goedgekeurd, opgesplitst volgens de gehanteerde criteria?

08.02 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Nederlands*): Mevrouw Smeyers insinueert steeds opnieuw dat wij een collectieve regularisatie doorvoerden en daarmee kan ik niet akkoord gaan. Wij voeren uit wat in het regeerakkoord van 2008 staat – dat door N-VA werd aanvaard – en dat is geen collectieve regularisatie.

08.03 **Sarah Smeyers** (N-VA): Dit stond niet in het regeerakkoord!

08.04 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Nederlands*): Wij behandelen ieder dossier afzonderlijk en bijgevolg is er geen sprake van een collectieve regularisatie. Mevrouw Smeyers vraagt opnieuw cijfers die bij DVZ niet voorhanden zijn. De regularisatie gaat dossier per dossier en heeft de vreemdelingenwet dus geenszins gewijzigd of geschorst. Bijgevolg zijn de aanvragen die de nieuwe criteria van de regularisatiecampagne geval per geval invoeren juridisch niet te onderscheiden van de andere aanvragen. DVZ inventariseert de nieuwe aanvragen zonder meer en maakt alleen het wettelijke onderscheid volgens artikel 9bis of 9ter van de vreemdelingenwet.

Bovendien worden uit gelijkheidsoverwegingen alle aanvragen ambtshalve bekeken in het licht van het politiek akkoord van juli 2009, dat het regeerakkoord van 2008 vertaalt. Nieuwe aanvragen worden nooit geïnventariseerd naargelang de ingeroepen motieven. Dat zou immers de onmiddellijke studie van elke binnenkomende aanvraag vergen, wat onmogelijk is en de achterstand nog zou vergroten. Tevens zijn gunstige administratieve beslissingen niet noodzakelijk in overeenstemming met de door de vreemdeling ingeroepen motieven, maar wel met de objectief vaststelbare gunstige situaties uit het dossier. Statistieken bijhouden per ingeroepen motief zou dus, mocht dit al mogelijk zijn, eigenlijk een geringe relevantie hebben.

Voor de 9.830 goedgekeurde aanvragen in de periode van januari tot juli is het onmogelijk voor DVZ om de dossiers retroactief te diversifiëren volgens de gehanteerde criteria.

Het is mij niet duidelijk over welk advies van de administratie mevrouw Smeyers het heeft. De lokale besturen zijn vrij om DVZ advies te verlenen in het kader van een regularisatieaanvraag. Dat advies is een belangrijk stuk in het dossier, maar het is niet bindend. De beslissingsbevoegdheid ligt bij mij of bij mijn gevolmachtigde, en dit op basis van artikel 9bis. Er is immers ook informatie waarover de gemeenten niet beschikken.

Het advies van de Commissie van advies voor vreemdelingen is ook niet bindend. Artikel 32 van de wet van 1980 bepaalt dat de minister het advies kan inwinnen alvorens om het even welke beslissing te nemen nopens een vreemdeling. In sommige dossiers heb ik een advies van de Commissie gevraagd en meestal heb ik dat advies ook gevolgd.

Indien mevrouw Smeyers het heeft over een advies in het kader van een aanvraag op basis van een arbeidsvergunning, dan begrijp ik niet waarover zij het precies heeft. Overeenkomstig het KB van 7 oktober 2009 gaat DVZ enkel na of de aanvraag aan alle voorwaarden voldoet om het bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister te bekomen wanneer een arbeidskaart B wordt voorgelegd. Nadien wordt het dossier doorgestuurd naar de bevoegde Gewestelijke migratiediensten. Hier is er dus geen sprake van advies aan DVZ.

08.05 **Sarah Smeyers** (N-VA): Ik begrijp niet waarom de staatssecretaris de opsplitsing van de cijfers niet relevant vindt. De collectieve regularisatie was goed voor 13.000 extra aanvragen. Het is wel degelijk relevant deze op te splitsen op basis van artikel 9bis of 9ter. Dat achterhalen veroorzaakt geen achterstand. Eén klik op de knop zou moeten volstaan om in de lijsten te achterhalen wie op basis waarvan een regularisatie aanvraagt. Dat is gewoon een kwestie van registratie.

08.06 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Nederlands*): Maar die wettelijke informatie geven wij.

08.07 **Sarah Smeyers** (N-VA): Misschien was mijn vraag niet goed geformuleerd.

Het incident is gesloten.

09 Vraag van mevrouw Zoé Genot aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de richtlijnen van het Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen (CGVS) voor de advocaten" (nr. 1524)

09.01 **Zoé Genot** (Ecolo-Groen!): Het CGVS heeft een brochure gepubliceerd met richtlijnen voor advocaten die een asielzoeker bijstaan. In hoofdstuk 3 wordt vermeld dat de advocaat zich tijdens het gehoor niet rechtstreeks tot de asielzoeker of de tolk mag richten (tenzij met toestemming van de dossierbehandelaar). Hij mag ook niet tussenbeide komen. De dossierbehandelaar biedt op het einde van het gehoor de advocaat de mogelijkheid om aanvullingen en/of opmerkingen over het verloop ervan mee te delen.

Deze richtlijnen zijn betuttelend ten opzichte van de advocaten en getuigen van weinig respect voor hun beroep. Moet een administratief orgaan richtlijnen geven met betrekking tot de manier waarop een advocaat zijn cliënt verdedigt, terwijl diens aanwezigheid vastgelegd is in de internationale regelgeving? Bovendien kent de advocaat zijn cliënt beter dan de ondervrager en merkt hij het als zijn cliënt de vraag niet goed begrepen heeft of niet in een normale mentale toestand verkeert (bijvoorbeeld in het geval van personen die het slachtoffer waren van seksueel geweld of andere ernstige trauma's hebben ondergaan).

Het CGVS en de Orde van advocaten zouden deze kwestie onderling moeten bespreken. Het strookt niet met de rechten van de verdediging en het is ook weinig tactvol van het CGVS om aan de advocaten eenzijdig op te leggen hoe zij zich tijdens een gehoor moeten gedragen.

09.02 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (Frans): Ik benadruk dat het CGVS een bij wet vastgestelde, onafhankelijke centrale asielinstantie is. In de vorige brochure werd al vermeld dat de advocaat zich niet rechtstreeks tot de tolk mag richten en dat de communicatie altijd via de dossierbehandelaar moet verlopen.

Het gehoor bij het CGVS strekt ertoe de feiten te achterhalen. De ambtenaar leidt het gehoor en de asielzoeker zet – bijgestaan door zijn advocaat indien hij dat wenst – de gronden voor zijn asielaanvraag voor hem uiteen.

Overeenkomstig artikel 12 van het koninklijk besluit van 11 juli 2003 tot regeling van de werking van en de rechtspleging voor het Commissariaat-generaal voor de Vluchtelingen en de Staatlozen leidt de ambtenaar van het CGVS het gehoor. Artikel 19, § 2, bepaalt dat de advocaat op het einde van het gehoor mondelinge opmerkingen kan geven. De brochure 'Richtlijnen voor advocaten' van het CGVS ligt in het verlengde van dat KB. Het feit dat bepaalde aspecten in detail worden uitgelegd in die brochure, draagt bij aan de kwaliteit van het gehoor.

De inhoud van de vorige brochure werd door de vroegere Nationale Orde van Advocaten goedgekeurd. De huidige brochure werd voorgelegd aan de Nederlandstalige balie, die haar fiat voor de inhoud heeft gegeven.

09.03 **Zoé Genot** (Ecolo-Groen!): Waarom werd enkel de Nederlandstalige balie geraadpleegd?

Het incident is gesloten.

10 Vraag van mevrouw Zoé Genot aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de goedkeuring van de asielaanvraag in geval van mogelijke genitale verminking" (nr. 1821)

10.01 **Zoé Genot** (Ecolo-Groen!): Hebben de vrouwen die een asielaanvraag indienen op grond van het risico dat ze in hun land van oorsprong het slachtoffer zouden worden van genitale verminking volgens u recht op bescherming in ons land? Er is sprake van een ongelijke behandeling, op grond van het land van oorsprong. Voor de Guinese vrouwen wordt de vrees voor vervolging erkend, maar voor Sierra Leone en Somalische vrouwen is dat minder het geval, hoewel de prevalentie in die landen 90 procent overstijgt.

Waarom worden die landen verschillend behandeld, terwijl de besnijdenispraktijken er vergelijkbaar zijn?

10.02 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (Frans): Het CGVS schenkt bijzondere aandacht aan de

behandeling van de asielaanvragen die worden ingediend om te ontsnappen aan een mogelijke vrouwelijke genitale verminking. Het CGVS houdt rekening met de objectieve situatie in elk land van oorsprong en met de specifieke situatie van elke asielaanvraagster. Indien vaststaat dat een vrouw terecht vreest dat ze in haar land van oorsprong het slachtoffer zal worden van genitale verminking, dat ze niet kan rekenen op bescherming vanwege de nationale autoriteiten of dat ze er niet kan aan ontsnappen door zich in een andere regio van haar land te vestigen, dan zal België haar de internationale bescherming toekennen. Sinds jaren zijn er heel wat vrouwen afkomstig uit verschillende landen om die reden als vluchteling erkend. Van de door het CGVS in 2010 behandelde dossiers werd de vrees voor vrouwelijke genitale verminking in 210 asielaanvragen als motief ingeroepen.

Honderdentwaalf personen van die groep hebben het statuut van vluchteling verkregen. In 2009 werd dat motief aangevoerd in 160 dossiers. In 100 gevallen werd beslist de aanvraag te erkennen. In 2008 werd 76 procent van de dossiers erkend, voor 2007 en 2006 bedroeg dat cijfer respectievelijk 56,6 procent en 41 procent.

10.03 Zoé Genot (Ecolo-Groen!): Het verbaast me dat die hoge erkenningspercentages zo uiteenlopend zijn voor de verschillende nationaliteiten. Wat dat betreft, hebt u me geen uitgesplitste cijfers gegeven voor Guinee, Sierra Leone en Somalië. Kunt u mij die cijfers bezorgen? We merken dat de asielinstanties zich bekommeren om het lot van de Guineese vrouwen en zich dan weer veel strenger lijken op te stellen tegenover vrouwen uit Sierra Leone en Somalië.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vragen nrs 1778, 1779 en 1781 van de heer Veys worden uitgesteld. Vraag nr. 1287 van mevrouw Lalieux wordt ingetrokken.

11 Vraag van de heer Theo Francken aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de terugwijzing van vreemdelingen" (nr. 1698)

11.01 Theo Francken (N-VA): In geval van een acuut gevaar voor de samenleving kan een vreemdeling het land worden uitgezet. Dit moet gebeuren via een ministerieel besluit.

Omdat ik maar geen antwoorden krijg op een aantal schriftelijke vragen ter zake, zie ik mij genoodzaakt ze mondeling te stellen. Hoeveel van die ministeriële besluiten tot uitwijzing werden al genomen sinds 2006? Hoeveel mensen die al werden geregulariseerd, die via gezinshereniging naar hier zijn gekomen en die subsidiaire bescherming hebben genoten, werden teruggestuurd wegens een gevaar voor de openbare orde?

11.02 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Nederlands): Een ministerieel besluit wordt genomen voor personen die illegaal in het land zijn. Voor wie legaal op het grondgebied verblijft, is een koninklijk besluit nodig.

In 2006 werden zes KB's tot uitwijzing genomen, in 2007 drie, in 2008 geen, in 2009 één en in 2010 vier. In 2006 waren er 251 ministeriële besluiten tot terugwijzing, in 2007 398, in 2008 234, in 2009 296 en in 2010 300. De statistieken van de DVZ maken geen onderscheid naargelang van de wijze waarop het recht op verblijf werd verkregen.

11.03 Theo Francken (N-VA): Tot welke datum geldt het cijfer van 2010?

11.04 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Nederlands): Tot 20 december.

Het incident is gesloten.

12 Vraag van de heer Theo Francken aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "het misbruik van het systeem van vrijwillige terugkeer door illegale Brazilianen" (nr. 1793)

12.01 Theo Francken (N-VA): Vandaag deed staatssecretaris Courard in de pers ten onrechte overdreven triomfantelijk over de terugkeer van enkele honderden uitgeprocedeerde asielzoekers die vrijwillig zijn teruggekeerd. Op het totale aantal asielaanvragen in 2010 gaat het hier echter slechts om zowat 1 op de 30 à 35 gevallen. Vorig jaar werden amper 2.000 mensen gedwongen gerepatriëerd op een totaal van 21.000 illegalen, wat aantoont dat ons terugkeerbeleid het grootste probleem vormt in het migratiebeleid. Zolang de kans op gedwongen repatriëring veel kleiner is dan de kans op papieren, zal het migratiebeleid blijven falen en zal de Vlaamse publieke opinie dit beleid blijven afwijzen. Is de staatssecretaris zich hiervan wel bewust?

In 2010 zijn er 3.000 mensen vrijwillig naar hun land teruggekeerd, waaronder 1.000 Brazilianen, die echter gewoon naar hier waren gekomen om tijdelijk in het zwart te werken en om dan in het raam van het terugkeerprogramma met een gratis vliegtuigticket en een premie terug te keren naar Brazilië. In andere landen treedt men hiertegen op en trekt men de premies in. Wat zal de staatssecretaris ondernemen om dergelijk misbruik tegen te gaan?

De – nooit gepubliceerde – conclusies van een studie van het Europees Migratienetwerk over ons vrijwillig terugkeersysteem stellen dat de huidige modaliteiten onvoldoende gedifferentieerd zijn om in te spelen op de verschillende individuele situaties en dat de toegang tot de ondersteuning onvoldoende gereguleerd is, zodat het herintegratieprogramma het rehabilitatieprogramma dreigt te verdringen.

12.02 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Nederlands): Fedasil is op basis van de wet van 12 januari 2007 bevoegd voor de coördinatie van het beleid voor de vrijwillige terugkeer en de reïntegratie. Ik verwijs de heer Francken dus door naar de bevoegde staatssecretaris Courard.

Ik ben als staatssecretaris voor Migratie en asielbeleid vertrouwd met de problematiek van de immigratie van Braziliaanse onderdanen. Zij verzeilen als bouwvakker in onregelmatige arbeidscircuits binnen de constructiesector en worden er economisch uitgebuit. De DVZ doet veel om deze uitbuitingen zoveel mogelijk tegen te gaan, ook via een preventief project. Dit project omvat een preventieonderdeel in België en een gemengd programma in België en Brazilië. Het International Office of Migration heeft een campagne gevoerd van september tot december 2009. Men wilde potentiële slachtoffers van mensenhandel via informatie weerbaarder maken opdat zij niet in handen zouden vallen van mensenhandelaars. Dit gebeurde in nauwe samenwerking met de DVZ, de sociale inspectiediensten en de federale politie. Deze campagne bestond onder meer uit informatiesessies, affiches, websites in het Portugees en de installatie van een hotline.

In maart en mei 2010 vonden er workshops plaats. In 2011 gaat er opnieuw een Belgische delegatie naar Brazilië om de samenwerking verder gestalte te geven.

12.03 Theo Francken (N-VA): We moeten vooral focussen op de uitgeprocedeerde asielzoekers. Bijna 18.000 personen hebben een negatief advies gekregen, maar slechts 500 à 600 personen zijn vrijwillig teruggekeerd en maximaal 2.000 zijn uitgewezen. Dat is toch problematisch!

Het incident is gesloten.

13 Vraag van de heer Theo Francken aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "het Europees Terugkeerfonds" (nr. 1794)

13.01 Theo Francken (N-VA): Het Europees Terugkeerfonds geeft ons land 2,8 miljoen euro. België heeft in cofinanciering hetzelfde bedrag ter beschikking gesteld. De prioriteiten zijn: informatie over de programma's voor veilige terugkeer, het verbeteren van de voorbereiding van de terugkeer en het versterken van het integratieprogramma.

Welke projecten werden goedgekeurd en voor welk bedrag? Wie zat er in het monitoringcomité? Hoe vaak kwam dit comité samen? Kan de staatssecretaris een eerste evaluatie maken van deze projecten? Welke projecten werden niet opgestart? Volgens staatssecretaris Courard is het nog te vroeg voor een evaluatie, maar ik hoop dat de staatssecretaris toch iets meer kan zeggen.

13.02 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Nederlands): Ik heb hier een tabel van alle ingediende projecten en bedragen. Het totaalbedrag van de goedgekeurde projecten is 4.412.092,14 euro. Zij worden gemiddeld

gesubsidieerd aan 59,2 procent. Het gaat dus om een totale subsidie vanuit Europa van 2.612.140,43 euro.

De cel EU-fondsen binnen de DVZ doet de monitoring van de projecten. Jaarlijks zijn er drie of vier stuurgroepen met alle projectpartners. Eén project werd uiteindelijk niet opgestart en dat was de keuze van de projectindieners.

De projecten worden op dit moment geëvalueerd. Ik zal u de informatie doorgeven zodra die ter beschikking is. Alle informatie is terug te vinden op www.eu-fonds-dofi.be.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 12.26 uur.